

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45000 Orléans

Orléans, le 18/04/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PDG PLASTIQUES**

Route de Sermaises  
ZI - secteur 2  
45330 Le Malesherbois

Références : DN n°161/2024  
Code AIOT : 0010004197

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement PDG PLASTIQUES implanté Route de Sermaises ZI secteur 2 45330 Le Malesherbois. L'inspection a été annoncée le 23/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale sur les PFAS

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PDG PLASTIQUES
- Route de Sermaises ZI secteur 2 45330 Le Malesherbois
- Code AIOT : 0010004197

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PDG PLASTIQUE est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 2 mai 2000 une usine de transformation de matières plastiques située Z.I. Route de Sermaise sur le territoire de la commune LE MALESHERBOIS.

Cette société est spécialisée dans la fabrication d'emballages en matières plastiques plus précisément de préformes et de soufflage de bouteilles à partir de billes de polyéthylène téréphtalate (PET).

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Néants

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	60 jours
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	60 jours
9	Modification des activités	Arrêté Préfectoral du 15/05/2000, article 1.4.	Demande d'action corrective	60 jours
10	déclaration d'activités classées	Code de l'environnement du 21/03/2024, article R512-47	Demande d'action corrective	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Equipement sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Contrôle des pertes de granules plastiques	Code de l'environnement du 21/03/2024, article L541-15-11	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités exercées par PDG Plastiques n'utilisent pas de substances susceptibles de contenir des PFAS. Le process ne génère pas de rejets d'eau. Seule les eaux de ruissellement des surfaces imperméabilisés sont susceptibles de contenir des PFAS. Une campagne de prélèvement sur ces eaux est menée pour détecter ces substances. Les résultats d'analyses de la campagne n'ont pas permis de détecter leur présence.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté la liste des produits utilisés..</p> <p>Les produits pouvant potentiellement contenir des PFAS sur le site sont des huiles, graisses, produit de traitement des surfaces, ou d'entretien des machines.</p> <p>Afin d'élaborer la liste des PFAS utilisés, l'exploitant a sollicité les informations auprès de l'ensemble de ses fournisseurs.</p> <p>L'ensemble des attestations fournisseurs ont été transmises à l'inspection et quand elles existent, les Fiches de Données Sécurité (FDS) ont également été présentées.</p> <p>La consultation des retours fournisseurs fait apparaître la présence de PFAS sur certains des produits commercialisés par les fournisseurs mais aucun de ces produits n'est utilisé sur site.</p> <p>Par conséquent, aucun PFAS n'est inscrit sur la liste.</p> <p><b>[PdC n° 1] pas d'écart relevé sur ce point</b></p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b>  <div> <b>Constats</b>   L'exploitation ne génère pas de rejet aqueux industriel (pas d'eau de process). Néanmoins il entrepose des matières premières (granulés plastiques) et utilise des engins pour la manipulation de ces matières premières sur une zone extérieure. Les eaux de ces zones de circulation ainsi que celles de la zone d'entreposage, susceptibles d'être polluées, sont donc collectées par un réseau. Les eaux sont rejetées dans un bassin d'infiltration présent sur le site  Deux points de rejets sont actuellement existants.  Du fait de son classement administratif, l'exploitant était concerné par la première échéance du tableau de l'art. 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (sept-nov).   Du fait des caractéristiques de ces rejets, seul un prélèvement ponctuel peut être réalisé et afin d'obtenir un prélèvement représentatif de la pollution susceptible d'être présente, il a été demandé que le prélèvement soit réalisé dans les 15 minutes maximum après le début de la pluie.   La première campagne de prélèvement a été réalisée en janvier 2024. Ce retard s'explique par le faible nombre de laboratoires accrédités fin 2023.   La seconde et troisième campagnes de prélèvement n'ont pas été réalisées. L'exploitant explique ce retard par la pluviométrie qui a souvent débuté le vendredi et ne lui permettait une transmission des échantillons dans de bonnes conditions au laboratoire (pas d'analyse le dimanche)  La seconde campagne a été réalisée fin mars.   Le compte rendu d'analyse du prélèvement de Janvier montre bien que les analyses ont portées sur les deux points de rejets des eaux pluviales et les analyses ont bien porté sur l'ensemble des paramètres imposés dans l'arrêté (20 PFAS et AOF) </div>

[PdC n°2] L'exploitant n'a pas réalisé les 3 campagnes de prélèvement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit réaliser la dernière campagne sur le mois d'avril.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

**Prescription contrôlée :**

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

**Constats :**

Compte tenu des caractéristiques des rejets (Eaux de ruissellement) et de la nécessité de collecter les eaux les plus concentrées en particules ou substances polluantes, le premier prélèvement n'a pas pu être réalisé par le laboratoire accrédité et donc le prélèvement n'est pas considéré comme accrédité. Toutefois, il est rappelé que les prélèvements sont des prélèvements ponctuels que le laboratoire mandaté par l'exploitant (laboratoire EUROFIN des Ulis) n'est pas en capacité de réaliser dans les 15 mn suivant le début de la pluie.

Dans ces conditions, il a été convenu que les prélèvements seraient réalisés par l'exploitant afin que le premier flux des eaux de ruissellement soit prélevé

[PdC n°3] Pas d'écart sur ce point

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'heure exacte du prélèvement doit être indiqué sur les contenants.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Exigences pour le prélèvements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

**Prescription contrôlée :**

<p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans la mesure où les activités ne génèrent pas d'effluent de process, la campagne de surveillance est réalisée sur les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées. Les prélèvements sont donc réalisés de manière ponctuelle sur les deux sorties de réseaux existantes.</p> <p>Ce suivi peut donc être considéré comme représentatif de l'activité du site.</p> <p><b>[PdC n°4] Pas d'écart relevé sur ce point.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Précisions des mesures

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les limites de quantification utilisées par le laboratoire Eurofins sur les analyses d'eau sont conformes à celles prescrites dans l'arrêté ministériel.</p> <p><b>[PdC n°5] Pas d'écart relevé sur ce point.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

**Constats :**

Les résultats d'analyses du mois de janvier ont été enregistrés sous GIDAF le 7 mars.  
L'exploitant a justifié ce retard par la date de réception des résultats (27 février) et des difficultés rencontrées par l'exploitant pour créer le cadre GIDAF (site sans cadre).

**[PdC n°6] La déclaration GIDAF n'a pas été réalisée au plus tard le dernier jour du mois suivant le prélèvement.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit déclarer les prochains résultats sur GIDAF dès réception des comptes rendus d'analyse.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60jours

**N° 7 : Equipement sous pression**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Liste des équipements sous pression

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

**Constats :**

L'exploitant a présenté la liste des ESP dont il dispose. Ce document indique  
le type d'ESP  
la fonction de l'ESP  
Le fabriquant/ marque/ le n° de fabrication,  
Les caractéristiques (fluide, pression, volume)



la date de mise en service le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection la dernière et de la prochaine requalification périodique  <b>[PdC n°5] Pas d'écart relevé sur ce point.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Contrôle des pertes de granulés plastiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 21/03/2024, article L541-15-11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Audit GPI
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement.  II.-A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fait réaliser l'audit de ses procédures de gestion des granulés plastiques industriels en 2023 par le bureau de Bureau Veritas. Bureau Veritas Certification certifie que les prestations de l'entreprise PDG plastique ont été évaluées et jugées conformes aux caractéristiques énoncées dans le décret n°2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement  <b>[PdC n°6] Pas d'écart relevé sur ce point.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Modification des activités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2000, article 1.4.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b>

Tout projet de modification de l'activité ou de son mode d'exploitation devra avant sa réalisation être porté à la connaissance du préfet du Loiret
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir cessé l'activité de soufflage des bouteilles qui était réalisé sur le site jusqu'alors.  <b>PdC n°9] L'exploitant n'a pas porté à la connaissance de la préfète les modifications apportées sur le site qu'il exploite.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre un porter à connaissance à l'inspection sous deux mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60jours

**N° 10 : déclaration d'activités classées**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 21/03/2024, article R512-47
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, déclaration des activités de soufflage de bouteilles
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.
<b>Constats :</b>  Les activités de soufflage des bouteilles ont été délocalisées sur un bâtiment voisin, situé 42 route de Sermaise à Malesherbois. la production de bouteilles sur ce site est d'environ 8t/j. Par conséquent cette activité relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2661-1-c  <b>[PdC n°6] L'exploitant n'a pas déclaré les activités de soufflage des bouteilles sur le site 42 route de Sermaise à Malesherbois.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit procéder à la télédéclaration de cette activité sous un mois. Une analyse de la conformité de l'activité aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14/01/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2660 ou 2661 doit être transmise à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60jours